

Le monde rural, terre d'exclusion ?

Alexandre PAGÈS,
Maître de conférences
à l'université de
Franche-comté,
membre du GRASS
(IRESCO-CNRS)

Depuis quelques années, magazines et journaux télévisés nous présentent une campagne idéalisée où la vie au grand air est synonyme de bien-être, d'air pur et d'épanouissement personnel. A l'heure de la mondialisation et des nouvelles technologies, la campagne représente un havre de paix où il fait bon vivre grâce à la vitalité des échanges interindividuels et des solidarités locales. Pourtant, cette image idyllique est bien trompeuse. Même si la campagne bénéficie d'une meilleure presse auprès de l'opinion publique, le tableau dépeint par tous ceux qui construisent cet imaginaire collectif doit être nuancé car il s'agit aussi d'un territoire dans lequel les difficultés quotidiennes peuvent prendre une tournure tout à fait dramatique.

Les données provenant de l'administration fiscale et des organismes sociaux sont sans ambiguïté : en France, on rencontre un peu plus 25 % de ménages pauvres chez les agriculteurs et les salariés agricoles, contre 14 % dans l'ensemble de la population. Dans la plupart des départements qui constituent la diagonale du vide (une série de territoires situés entre le Massif Central et les Ardennes), le regain démographique se fait attendre et les prestations sociales (pensions de retraite et d'invalidité, allocations de chômage, RMI...) jouent un rôle de redistribution non négligeable. La situation des personnes fragilisées par la maladie ou atteintes d'un handicap est peut-être la plus préoccupante. Comme j'ai pu le constater en réalisant une enquête sur le terrain, ces populations sont les premières à subir l'isolement et l'emprise du groupe. Certes, il existe des solidarités familiales ; les solidarités familiales préviennent l'exclusion mais elles provoquent une certaine dépendance vis-à-vis de son environnement immédiat. Lorsqu'on est au chômage, ou reconnu inapte au travail à cause d'une longue maladie ou à la suite d'un accident, on intério-

rise de façon très douloureuse ce statut peu enviable et il s'agit là d'une souffrance que les travailleurs sociaux et les professionnels de la santé ne peuvent occulter, surtout lorsque ces problèmes de santé se greffent à des problèmes financiers.

Quand on pense à la pauvreté en milieu rural, on pense spontanément aux personnes âgées qui font le choix de rester chez elles et souffrent de la solitude. Bien entendu, ces personnes âgées vivent avec le strict minimum mais il faut reconnaître qu'elles ont été aidées par les municipalités et les personnels de la santé. Dans la plupart des villages, elles ont fait l'objet d'une attention particulière (on a construit des maisons de retraite, les clubs du 3^e âge organisent des activités, on livre des repas à domicile...). Or, il faut l'avouer, il ne s'agit plus de la seule population concernée par l'isolement et on observe à présent une diffusion de la pauvreté des générations les plus âgées vers les générations les plus jeunes. Dans le secteur agricole, l'intensification de la production a entraîné une concentration des exploitations (entre 1999 et 2003, le nombre d'exploitations a été divisé par 2 et la profession ne représente guère plus de 4% de la population active), favorisant ainsi une course à la rentabilité et une flexibilité du travail chez les salariés (pas moins d'1,5 millions de déclarations sont effectuées tous les ans auprès des services de la MSA ; on rencontre des périodes travaillées par des périodes chômées).

Dans les anciens bassins industriels, le problème se pose en des termes différents car ces bassins d'emploi spécialisés ont été les premières victimes des délocalisations. Et chacun sait que dans un village ou une petite ville, la fermeture d'une usine a des effets dévastateurs sur l'ensemble de la population : faute de reconversion possible, elle entraîne une réduction du pouvoir d'achat, un exode des jeunes et une déprise démographique qui, en retour, ralentit l'économie locale.

La situation qui vient rapidement d'être décrite est à ce point intériorisée qu'elle se traduit par le sentiment de ne pas pourtant se projeter dans l'avenir. Or, il est d'autant plus difficile de se construire un ailleurs quand on a toujours vécu au même endroit et qu'on a l'impression de subir le cours des choses. Quand on éprouve le sentiment d'être inutile au monde, on préfère adopter une position de retrait : on croit se protéger en cachant ses problèmes et on attend souvent un certain temps avant d'entreprendre des démarches auprès des services sociaux. Dans les communes les plus isolées, la distance ne facilite guère cette prise en charge, surtout lorsqu'on ne dispose pas d'un moyen de locomotion. Malgré la mise en place de permanences d'accueil dans la plupart des villages, il faut effectuer des déplacements importants pour se rendre auprès des administrations et bénéficier ainsi des dispositifs institutionnels. Briser leur isolement, les amener à avoir confiance en eux, tout un travail d'accompagnement doit être conduit auprès de ces personnes pour leur rendre une dignité et leur faire prendre conscience de leurs droits. Cet élément est essentiel car c'est souvent à l'occasion de visites à domicile que l'on peut détecter les signes d'une maladie ou d'un problème familial. La venue du médecin ou celle de l'assistante sociale est attendue avec impatience. Il est important que ces visites à domicile soient valorisées car elles permettent de nous rendre compte très concrètement des conditions de vie quotidiennes. Or, rompre ce lien personnel et standardiser l'action sociale irait à l'encontre d'une meilleure prévention des risques.

S'agissant des plus pauvres, on dira simplement que dans les villages, ils sont connus depuis longtemps. On adopte à leur égard une attitude ambivalente. D'un côté, ils ne sont pas montrés du doigt, ni vraiment rejetés, et on considère qu'il est tout à

Le monde rural, terre d'exclusion ? (suite)

fait naturel de leur venir en aide. Pourtant, toute une série de croyances les place tout en bas de l'échelle sociale et des revenus. Il en fut longtemps ainsi de ceux qui présentent un léger handicap et que les services de l'Assistance Publique envoyaient autrefois à la campagne. Denise Jodelet¹ l'avait bien noté en se rendant dans une bourgade qui les accueillait contre rémunération : pour se défendre et se protéger, la population désignait des maladies et des symptômes. Le thème le plus souvent repris était celui de l'arriération mentale. Quant à la déficience, elle s'incarnait dans l'innocence et englobait tous les cas d'arriération. Pour se protéger, on confectionnait de savantes recettes et il n'était donc pas rare que ces personnes soient infantilisées ou qu'elles n'aient tout simplement pas le droit à la parole, y compris au sein de leur famille d'accueil.

Dans cet univers d'interconnaissance qui attribue un rôle à chacun, le fait de ne pas travailler est généralement perçu comme un échec personnel. J'ai eu l'occasion de le constater en sillonnant les routes du département de la Nièvre : au fur et à mesure que leur situation se prolonge, les plus démunis auraient tendance à se replier sur leur univers domestique et à perdre leurs repères temporels. Les effets de la pauvreté matérielle sur la santé, et en particulier sur la santé mentale, auraient mérité des investigations complémentaires. Cela étant dit, quelques hypothèses de travail peuvent être formulées : dans les maisons où je me suis rendu, on accepte volontiers de donner le gîte et le couvert à celle ou à celui qui traverse des difficultés passagères. Pourtant ces solidarités familiales semblaient être régies par de vieilles coutumes et, lorsque la cohabitation dure trop longtemps, tout se passe comme si un environnement anxiogène surplombait les êtres et réduisait d'autant leur capacité d'autonomie. A ce stade, on se contente de satisfaire ses besoins les plus élémentaires (se nourrir, se loger, se vêtir), et il n'est pas rare que des ruptures se produisent. Elles

se manifestent en général par des dépressions nerveuses et/ou par une forte consommation d'alcool. Des comportements auto-destructeurs peuvent conduire jusqu'au suicide et il s'agit là d'un comportement particulièrement fréquent à la campagne.

Bien évidemment, certains parviennent tant bien que mal à s'adapter à cette situation en bénéficiant des aides sociales et en s'adonnant à de petits échanges de services. Parmi ces personnes qui parviennent à faire face et à s'en sortir, on rencontre aussi bien celles bien intégrées localement (elles disposent de supports familiaux et relationnels) que celles qui avaient décidé de quitter les grandes villes à la suite d'un événement personnel (divorce, licenciement économique, décès d'un proche...) ou qui rejettent un lourd passé (toxicomanie, vie dans la rue, incarcération...). Ces personnes aux parcours atypiques ont été attirées par la proximité de la nature mais leur réinsertion n'est pas toujours aussi évidente. Elles subissent le regard des autres et doivent faire preuve d'une grande patience avant d'être acceptées. Refoulés en dehors de la société marchande, ces néoruraux défendent fréquemment un style de vie en marge des normes communément admises ; cependant ils n'ont plus grand-chose de commun avec les communautés de l'après 68. On y rencontre aussi bien des retraités et des jeunes couples que des marginaux et des chômeurs. Certains d'entre eux ont un projet professionnel et doivent se battre avant d'être acceptés et de s'installer à leur compte comme artisans. Parce qu'ils s'adonnent à des activités artistiques, culturelles ou musicales, ils contribuent en tout cas à redonner vie à des villages longtemps menacés d'abandon.

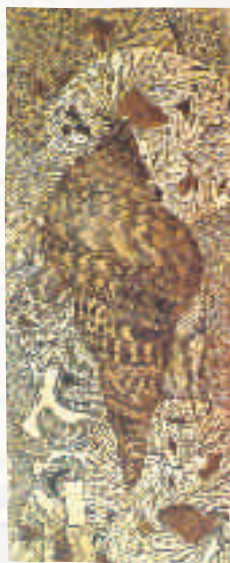
Du côté des pouvoirs publics et des collectivités locales, on perçoit aussi des initiatives qui tentent de « revitaliser » ces territoires en jetant un pont entre les mesures d'insertion et les programmes de développement local. Au départ, c'est-à-dire à la

fin des années 80, les mesures destinées aux jeunes et les actions entreprises en direction des agriculteurs en difficulté ont servi de catalyseur. C'est en se penchant en effet sur les problèmes spécifiques de la jeunesse que l'on a repensé un projet rural et mis l'accent sur la pluriactivité et la promotion du tourisme vert.

Du côté de l'action sociale et des organismes qui gèrent la protection sociale agricole, on a également perçu des changements dans la façon de gérer les situations. Face aux menaces qui pèsent sur les économies locales, les professionnels soulignent volontiers l'importance de maintenir un service public de proximité qui soit de qualité. Dans un contexte où on mesure les chances d'insertion à l'aune d'un critère d'employabilité, ils soulignent les problèmes de santé que rencontrent les plus fragiles et s'accordent sur la nécessité de travailler en réseau tout en conservant le principe d'une relation personnalisée.

Compte tenu de la situation spécifique des zones rurales (isolement, vieillissement de la population, manque de perspectives d'emploi, moindre présence médicale...) quelques voix se sont d'ailleurs élevées pour souligner la nouvelle dimension prise par les phénomènes d'exclusion et soutenir les actions qui œuvraient en faveur d'une meilleure égalité de traitement. C'est le cas dans les domaines de la santé et du travail social, mais cela concerne aussi d'autres domaines d'intervention : emploi, formation, culture, transport... Dans certaines régions, des mesures concertées ont déjà été mises en place tout en adoptant une culture du partenariat. Dans le sillage des contrats de pays et des mesures prises dans le cadre des programmes de développement rural, ces expérimentations locales créent des synergies, c'est-à-dire un climat favorable aux débats d'idées, à l'expertise et à l'innovation. Espérons qu'elles sauront créer les conditions d'une action salutaire. ■

¹ Jodelet D., 1989, *Folies et représentations sociales*, Paris, PUF.



Bibliographie

Brangeon J-L., Jégouzo G., Rozé B., 1998, *Richesse et pauvreté en agriculture*, Paris, Editions INRA & Economica.

Maclouf P. (dir.), 1986, *La pauvreté dans le monde rural*, Paris, L'Harmattan.

Mathieu N., « Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale », In *Cybergéo*, article 33.

Pages A., 2005, *La pauvreté en milieu rural*, Toulouse, P.U.M.

Renahy N., 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La découverte, Coll. textes à l'appui.

Salmona M., 1994, *Souffrances et résistances des paysans français*, Paris, L'Harmattan.